

● (2210)

A la page 884 du *hansard*, le premier ministre déclare ce qui suit en réponse à une question du député d'Outremont (M. Lalonde):

La question est de savoir s'il sera valable pour la cause du fédéralisme d'avoir un ministre fédéral du Québec comme membre d'un groupe assez limité formé par M. Ryan. Je crois qu'il serait probablement mieux pour nous, alors que nous sommes maintenant en mesure de discuter des stratégies de parti ici, de laisser les militants faire partie d'un tel comité «parapluie», et de laisser les ministres canadiens du Québec ou de l'extérieur du Québec démontrer par leurs gestes et leurs activités la détermination de ce gouvernement-ci de se doter d'un fédéralisme bien renouvelé.

Encore une fois, il tourne autour du pot. Il déclare préférer que les ministres ne participent pas. Mais nous exigeons toujours des réponses catégoriques. Adhèrera-t-il avec ses ministres au comité général sur le référendum? Consacrera-t-il des ressources fédérales à la réfutation du Livre blanc selon un point de vue canadien? Va-t-il défendre le Canada ou va-t-il s'en remettre aux premiers ministres provinciaux et continuer à apaiser les forces pro-nationalistes au Québec?

Une voix: Foutaise!

M. Allmand: Oui, apaiser les forces pro-nationalistes au Québec.

Je pose ces questions très dures au premier ministre et il ne répond pas. Le genre de réponse qu'il donne et qui est totalement absurde—et vous pouvez vérifier à la page 1084 du *hansard*—est que l'ancien gouvernement, le gouvernement de M. Trudeau, est responsable du séparatisme. Quiconque connaît l'histoire du Québec sait que le séparatisme plonge ses racines profondément dans notre histoire et l'on peut affirmer que la cause du séparatisme aurait été beaucoup plus vivante au Québec n'eût été des gouvernements de MM. Pearson et Trudeau. J'aimerais que l'on réponde à mes questions.

L'hon. Bill Jarvis (ministre d'État chargé des Relations fédérales-provinciales): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de répondre au député de Notre-Dame-de-Grâce (M. Allmand) au nom du premier ministre (M. Clark).

La position du gouvernement au sujet du prochain référendum au Québec est nette. Tout d'abord, le gouvernement a déclaré que la proposition que formule le gouvernement du Québec dans son Livre blanc, la thèse dite de la souveraineté-association est incompatible avec le régime fédéral et que le gouvernement la rejette d'emblée. Je ne vois pas comment cette position pourrait être énoncée plus clairement. Deuxièmement, le premier ministre a bien dit dans une réponse qu'il donnait au député de Notre-Dame-de-Grâce que lui-même, ses ministres et les députés progressistes conservateurs travailleraient en vue d'assurer la victoire du fédéralisme au Québec. Troisièmement, le premier ministre a expliqué que son attitude serait différente de celle du gouvernement précédent.

Le gouvernement ne conteste nullement la sincérité des députés d'en face. L'histoire récente a démontré qu'une bonne partie de leur stratégie était erronée et produisait des effets contraires à ceux qu'ils recherchaient. Nous ne croyons pas, monsieur l'Orateur, que les Québécois seront convaincus des vertus du fédéralisme par des campagnes de publicité, par de

L'ajournement

la propagande et des discours mais plutôt par des preuves concrètes de la souplesse de ce système.

Je comprends le député et je respecte ses sentiments qui prouvent l'amour qu'il ressent pour son pays. Je crois cependant qu'il devrait faire davantage confiance au bon sens des Québécois. Les grandes réussites de la société québécoise au cours des 20 dernières années démontrent qu'ils peuvent trouver réponse à leurs aspirations dans le fédéralisme. Le jour du référendum, je suis convaincu que le fait de «se tenir debout» pour reprendre l'expression de Felix Leclerc signifiera que les Québécois opteront pour le Canada.

Pour conclure, je voudrais dire qu'étant donné que les députés sont tous d'ardents fédéralistes, il serait regrettable qu'ils puissent être divisés sur cette question cruciale. Les forces fédéralistes au Québec vont se rallier derrière M. Ryan parce que la cause qu'il défend est légitime. A la Chambre nous avons parfaitement le droit d'exprimer nos désaccords sur les questions de stratégie quotidienne. Je demanderai cependant à nos collègues de ne mettre en doute ni la clarté de la politique du gouvernement ni la force de ses convictions en ce qui concerne le référendum.

Des voix: Bravo!

L'ENVIRONNEMENT—LA SIGNATURE D'UN ACCORD AVEC LES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LA RÉDUCTION DES POLLUANTS DE L'AIR

M. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur l'Orateur, le phénomène de la pluie acide a été décrit par le ministre de l'Environnement (M. Fraser) comme étant la plus sérieuse menace actuelle à notre environnement. Et pourtant la politique qu'il a adoptée pour y remédier au Canada et à l'étranger est hésitante, faible et parfois même contradictoire. D'une part il aurait dit: «Si nous demandons aux États-Unis de contrôler davantage cette pollution, les Américains resteront sans doute sourds à nos appels si nous ne commençons pas par nettoyer notre propre gâchis.» D'autre part, il déclare que nous devons attendre un accord avec les États-Unis avant de prendre des mesures ici, car il ne servirait à rien de réduire l'émission d'acides en Ontario si les industries américaines continuent leur pollution.

● (2215)

Lorsque le ministre a comparu devant le comité des pêches et des forêts, la semaine dernière, il a déclaré, comme en fait foit un petit paragraphe enterré à la page 8, que les précipitations acides réclamaient une attention prioritaire. A part cela, nous ignorons quel est son plan d'action. Par exemple, quelles mesures compte-t-il prendre pour favoriser une coopération fédérale-provinciale? Nous l'entendons seulement dire qu'un problème se pose et qu'il faudrait faire quelque chose un jour. Il parle de prendre des mesures, mais il se contente de parler des efforts faits pour renforcer les contrôles et la recherche, des efforts que l'on doit au gouvernement précédent. On a de plus en plus l'impression que, dans son esprit, accorder une attention prioritaire à un problème et prendre des mesures cela veut dire redéfinir le problème en se gardant de préciser quand et comment on trouvera des solutions.